



## L'emploi agricole total diminue mais l'emploi salarié se maintient depuis 2000

Dans les Pays de la Loire, l'emploi agricole s'élève à 65 000 équivalents temps plein en 2007. Il recule en moyenne de 2,8% par an depuis 1988. Cette tendance n'est cependant pas homogène dans les différentes orientations de production et diverge suivant les catégories d'actifs. Le partage des responsabilités dans la conduite des exploitations est une évolution forte de la région, particulièrement dans le secteur laitier. Les effectifs salariés font preuve d'une certaine stabilité depuis 2000. Ils fournissent en 2007 le deuxième plus gros volume de travail. Si les femmes affirment la qualité de leur engagement dans le métier, elles se positionnent clairement comme coexploitantes prenant part à la direction de l'exploitation.

En 2007, la région des Pays de la Loire compte 66 700 actifs agricoles effectuant un travail évalué à 65 000 unités de travail agricole (UTA). Avec 9,2 % des UTA agricoles françaises, la région se place au 2<sup>ème</sup> rang des régions les plus importantes en terme d'emploi derrière l'Aquitaine.

Les chefs d'exploitation et coexploitants constituent 58 % de l'emploi agricole régional. Les salariés permanents forment la deuxième catégorie d'actifs la plus importante avec 14 000 personnes et 12 000 UTA. Enfin, les autres actifs familiaux fournissent un travail globalement équivalent à celui des salariés saisonniers, soit 7 200 UTA (tableau 1).

Les élevages bovins lait et viande constituent l'épine dorsale de l'agriculture régionale (tableaux 2 et 3). L'emploi est naturellement tourné vers ces activités (53 % des UTA). Mais en dehors de ce premier axe, la région est riche d'une grande diversité de types d'exploitations où l'emploi ressort plutôt équilibré. Le secteur du maraîchage et de l'horticulture vient en tête avec 6 700 UTA. Il est suivi des productions hors sol volailles et porcins dont l'emploi s'établit à 6 500 UTA. En dernier lieu, et assez loin, arrivent les petits herbivores (1800 UTA).

Dans ce panorama, les cultures spécialisées (maraîchage, horticulture, viticulture et fruits) occupent une place particulière à plus d'un titre. En effet, ensemble, ces secteurs sont forts de 26 % de l'emploi régional avec une forte proportion d'emploi salarié. Les exploitations sont regroupées dans des zones géographiques identifiées telle que la vallée de la Loire. Enfin, la densité de l'emploi (UTA par hectare) y est en moyenne 8 fois plus élevée que dans l'ensemble des exploitations.

Cet élément constitue le principal facteur de disparité entre les départements au regard de l'emploi. La Loire-Atlantique et le Maine-et-Loire concentrent 81,5 % de ces exploitations. Ils totalisent plus de la moitié de l'emploi régional.

### L'emploi agricole ligérien recule de 42 % entre 1988 et 2007

Depuis la moitié du vingtième siècle, la baisse des effectifs agricoles est une tendance lourde en France. L'emploi agricole dans les Pays de la Loire baisse de 42 % entre 1988 et 2007, passant de 112 400 UTA à 65 000 UTA. La diminution annuelle moyenne s'établit à 2,8 %. Mais le rythme ralentit à partir de 2000 (-2,2 % contre - 3,2 % précédemment). Si

la disparition de l'emploi dans la région sur les vingt dernières années est légèrement plus soutenue qu'au niveau national (-2,6 % par an), elle reste quasi inchangée après 2005 (-2,3 %) alors qu'elle s'accélère au plan national (-2,9 %).

Malgré les nombreux départs, l'agriculture régionale conserve son dynamisme.

L'agriculture fait preuve au contraire d'une bonne réactivité. Bien qu'imparfaite pour illustrer l'accroissement de la compétitivité qui repose sur les notions macro-économiques de valeur ajoutée et de travail, l'évolution du rapport de la valeur de la production par emploi donne un aperçu des efforts développés par ce secteur pour rester dynamique. La valeur de la production régionale exprimée en euros constants ramenée à l'unité de main d'œuvre progresse en moyenne de 3 % par an sur ces 20 dernières années. On peut observer que la tendance s'amenuise fortement sur les années récentes (+0,7 % de moyenne annuelle entre 2000 et 2007).

### L'emploi se transforme

Les départs d'actifs sont particulièrement nombreux dans les catégories familiales ne prenant pas part à la gestion de l'exploita-

**Tableau 1 - L'emploi agricole recule de 2,8% par an sur les vingt dernières années**

Evolution de l'emploi dans les exploitations professionnelles agricoles des Pays de la Loire en fonction du statut de l'actif

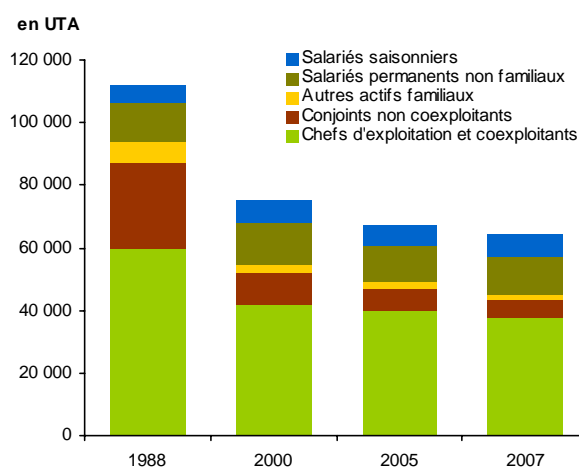
	Nombre d'actifs				Nombre d'UTA			
	1988	2000	2005	2007	1988	2000	2005	2007
Exploitations (nombre)	53 288	32 975	29 217	27 187				
<b>Nombre total actifs ou UTA</b>	<b>107 476</b>	<b>80 358</b>	<b>71 852</b>	<b>66 672</b>	<b>112387</b>	<b>75 910</b>	<b>67 986</b>	<b>64 927</b>
Chefs d'exploitation et coexploitants	59 745	44 117	41 857	40 080	59 745	42 074	39 732	37 804
Conjoints non coexploitants	27 731	15 196	11 789	9 206	27 731	10 266	7 399	5 636
Autres actifs familiaux	6 352	6 159	4 576	3 335	6 352	2 442	1 901	1 533
dont actifs familiaux salariés	785	2 327	2 281	2 343		1 763	1 628	1 744
Total actifs familiaux	93 828	65 472	58 222	52 621	93 828	54 782	49 032	44 974
Salariés permanents non familiaux	13 648	14 886	13 630	14 051	12 330	12 995	11 547	12 034
salariés saisonniers				7 483	5 618	6 742	7 258	
EtA CUMA				650	612	664	661	

tion agricole. Le terme d'hémorragie n'est pas excessif pour qualifier les pertes d'effectifs du statut de conjoint non coexploitant (-80 %) ou de celui des autres actifs familiaux (-76 %). Cependant, le phénomène est nettement plus accentué en Pays de la Loire qu'au plan national (respectivement -69 % et -34 %). Dans la région, ces deux catégories de main d'œuvre représentaient 30 % de la main d'œuvre familiale en 1988. Elles ne pèsent plus que pour 11 % contre 14 % en France. Parallèlement à la perte de vitesse de ces statuts, d'autres types émergent. C'est le cas du statut de coexploitant qui progresse de 2,8 % par an. De même, le poids relatif des salariés suit une progression constante. Ces changements dans le domaine de l'emploi traduisent les transformations qui caractérisent le métier lui-même : les dimensions des exploitations sont toujours plus grandes, les tâches se spécialisent, les techniques mises en œuvres sont plus pointues. En outre, les évolutions sociologiques pénètrent le monde agricole. La percée des femmes dans les statuts de coexploitant et d'actif familial salarié en constitue l'illustration.

## A la tête des exploitations, une collaboration accrue

Le recul des actifs assurant la conduite des exploitations suit un rythme ralenti au regard de celui des exploitations elles-mêmes, grâce au renforcement des actifs associés. Avec un total de 40 000 personnes en 2007, la baisse du nombre des dirigeants d'exploitations n'est que de 34,5 % contre plus de 49 % pour le nombre d'exploitations. Le travail en commun assorti du partage des responsabilités se développe. Le nombre de sociétés double en vingt ans pour représenter une exploitation sur deux en 2007. Les raisons de cette évolution sont multiples : la recherche d'économies d'échelle et la mise en jeu de capitaux financiers toujours plus importants rendent parfois incontournables les formes associatives. Souvent, l'aspira-

**L'emploi total s'érode dans les exploitations agricoles**  
Evolution des actifs dans les exploitations agricoles professionnelles des Pays de la Loire selon leur statut. Le nombre est exprimé en Unité de travail annuel (UTA).



Source : Agreste - enquête Structure 2007

tion à une meilleure qualité de vie préside à la même démarche. La situation en Pays de la Loire contraste fortement avec le niveau national pour ce qui est de l'existence des sociétés en agriculture. Avec 51 % de sociétés, la région dépasse de 10 points la moyenne nationale. Cet écart s'explique principalement par le succès du GAEC. La baisse des actifs dirigeants est plus prononcée en Loire-Atlantique (-39 %) et en Sarthe (-38 %) ainsi qu'en Vendée (-37 %). Elle est la moins marquée dans le Maine-et-Loire avec seulement -29 %. C'est dans l'orientation bovin lait que la diminution est la plus importante. Cette Otex explique à elle seule 44 % de la diminution totale des effectifs régionaux. L'effondrement du nombre d'exploitations y atteint 60 %. Cette production est le siège d'une importante restructuration : l'instauration des quotas laitiers a eu lieu en 1984. Ils révolutionnent la filière. Les modalités de gestion des quotas favorisent une évolution progressive des structures laitières. Dans la région, l'accroissement des troupeaux laitiers repose surtout sur des associations de

producteurs. Le ratio des coexploitants par exploitation passe de 1,13 en 1988 à 1,6 en 2007. Il culmine à 1,8 en Vendée, contre 1,5 en Mayenne. L'Otex polycultures et polyélevages est le deuxième secteur où le nombre de coexploitants par exploitation est en moyenne le plus élevé (1,6). A l'opposé, la moyenne des coexploitants par exploitation évolue très peu dans le secteur bovin viande. De 1,13 en 1988, il atteint 1,25 en 2007.

## Moins nombreuses, les femmes s'affirment dans les statuts à responsabilités

En 2007, 30 % des actifs familiaux sont des femmes. Sur ces vingt dernières années, leur nombre chute de 52 %, soit une baisse moyenne annuelle de 3,8 %, pour s'établir à 21 600. Délaissant les statuts secondaires indifférenciés comme celui de conjoint participant aux travaux ou autres actifs familiaux, les femmes privilégient ceux dotés de responsabilités comme chef d'exploitation et coexploitant (+1,4 % et +390 %). En 1988, elles étaient 4900 à prendre part à la direction d'une exploitation. Elles étaient

**Tableau 2 - Les femmes sont les plus nombreuses dans les postes à responsabilités**

Répartition des actifs agricoles des exploitations agricoles professionnelles des Pays de la Loire

Nombre d'actifs par Otex	Effectifs coexploitants	dont femmes	effectifs autres actifs	dont femmes	salariés permanents	dont femmes	total actifs	total femmes
bovins lait	11 019	3 119	2 969	1 732	604	70	14 593	4 922
polycultures et polyélevages	11 047	2 494	3 198	2 091	1 965	565	16 210	5 150
bovins viande	4 807	984	1 633	849	461	45	6 901	1 878
grandes cultures	3 924	785	1 129	758	1 088	247	6 141	1 791
bovins lait-viande	2 650	627	822	464	111	0	3 583	1 092
granivores	1 944	582	783	464	1 466	512	4 193	1 557
viticultures	1 989	420	785	547	1 493	214	4 267	1 181
autres herbivores	1 020	304	458	231	938	346	2 415	881
horticultures	970	252	493	336	3 819	1 706	5 282	2 295
fruits et autres cultures permanentes	709	195	272	183	2 106	450	3 087	828
<b>Ensemble des exploitations</b>	<b>40 080</b>	<b>9 762</b>	<b>12 541</b>	<b>7 656</b>	<b>14 051</b>	<b>4 155</b>	<b>66 672</b>	<b>21 573</b>

Source : Agreste - enquête Structure 2007

**Tableau 3 - Les cultures spécialisées concentrent 61 % du salariat**

Répartition de la main d'œuvre dans les exploitations professionnelles agricoles des Pays de la Loire en 2007

OTEX actifs en UTA	Nb d'exploitations	Salariés permanents	saisonniers	actifs familiaux salariés	ETA CUMA
grandes cultures	3 021	876	602	152	s
horticultures	775	3 695	1 752	247	s
viticultures	1 397	1 400	1 010	284	s
fruits et autres cultures permanentes	519	1 989	2 330	140	s
bovins lait	6 873	424	287	121	s
bovins viande	3 833	358	112	s	s
bovins lait-viande	1 594	s	s	s	s
autres herbivores	733	408	185	s	s
granivores	1 548	1 344	107	215	76
polycultures et polyélevages	6 893	1 474	795	454	112
<b>Ensemble des exploitations</b>	<b>27 187</b>	<b>12 034</b>	<b>7 258</b>	<b>1 744</b>	<b>358</b>

s : secret statistique

Source : Agreste - enquête Structure 2007

surtout chefs d'exploitation (3 700), plus rarement coexploitantes (1 200). En 2007, leur nombre atteint 9 800, dont 3 770 chefs d'exploitation et 6 000 coexploitantes. De plus, l'accès des femmes à ces postes s'accompagne également d'une avancée qualitative. En effet en 1988, 69 % d'entre elles avaient plus de 60 ans. Leur statut de chef d'exploitation permettait, le plus souvent, de faire la liaison entre le départ à la retraite du mari et la transmission au fils ou à un tiers. Autant dire que le rôle de la femme à ce poste était symbolique. Ce n'est plus le cas en 2007 où les femmes présentes à cet échelon de responsabilités ne sont plus que 6 % à être âgées de plus de 60 ans. Elles sont un certain nombre à investir des statuts novateurs mieux reconnus, tels que conjoints avec statuts (3 520) ou actifs familiaux salariés (tableau 2). Ces choix sont motivés, dans le premier cas par de meilleures garanties sociales et dans le second par une certaine forme d'autonomie. Si la moitié des femmes exercent leur activité dans les secteurs ayant trait à l'élevage bovins, elles sont cependant plus présentes dans les secteurs des cultures spécialisées et des productions hors sol où elles représentent près de 40 % des actifs familiaux, contre 33 % dans l'ensemble des exploitations.

### Les salariés apportent à l'agriculture une part de travail croissante

Les statuts de salariés semblent être parvenus à un pallier depuis 2000, avoisinant les 21 500 UTA. Dans le contexte de diminution de l'emploi, leur part relative dans le total régional affiche une avancée de 17 points depuis 1988. Ils représentent 33 % de l'emploi régional en 2007. Ce taux est légèrement plus fort qu'au plan national. Au sein de cette catégorie d'actifs, on distingue trois types de salariés. Les salariés permanents sont les plus nombreux avec 12 000 UTA. Les saisonniers fournissent un travail occasionnel équivalant à 7 300 UTA. Enfin, les actifs familiaux salariés atteignent 1 700 UTA.

### Les cultures spécialisées emploient beaucoup de salariés

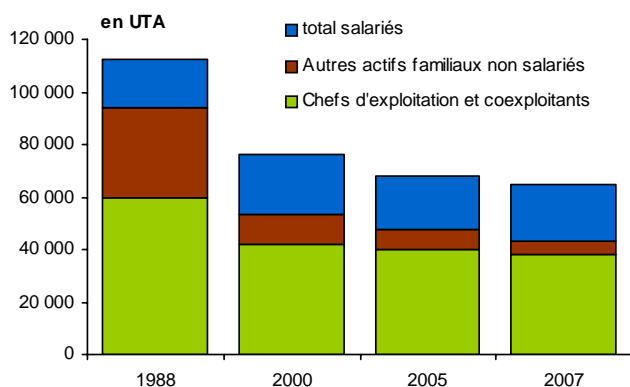
Environ 12 200 exploitations emploient des salariés. Les orientations de production en cultures spécialisées (maraîchage, horticulture, viticulture et arboriculture) concentrent à elles seules 61 % de cette main d'œuvre (12 800 UTA) pour 2 300 exploitations en ayant (tableau 3). L'utilisation de cette main d'œuvre répond à des caractéristiques bien particulières : travaux ponctuels ou répétitifs d'un certain volume comme dans la

cas de la viticulture (taille, vendange...) ou du maraîchage (plantations, récoltes...). En dehors de ces secteurs, les raisons qui sous-tendent le recours à ce type de main d'œuvre sont plus variées. Ainsi, l'analyse centrée sur les 10 000 autres exploitations ayant des salariés permet de dresser quelques pistes d'explications, si ce n'est des points de convergence.

La culture de légumes de plein champ revient fréquemment dans le lot des exploitations ayant des salariés : 81 % des surfaces emblavées en légumes le sont dans des exploitations faisant appel à cette main d'œuvre. De même, 56 % des surfaces irriguées sont mises en valeur par des exploitations avec salariés. Il s'agit en général de grandes superficies. La présence de salariés est plus fréquente dans les structures économiques de taille supérieure : 35 % des exploitations ayant des salariés relèvent de la tranche des 100 unités de dimension économique (UDE) et plus. Dans la population globale, cette tranche ne représente que 21 % des exploitations. La production de volailles ressort comme une activité secondaire dans beaucoup d'exploitations ayant des salariés. La main d'œuvre salariée se combine assez bien avec l'activité de transformation des produits de la ferme ou encore de vente à la ferme. En effet, 78 % des exploitations réalisant la transformation à la ferme font appel à de la main d'œuvre salariée. En outre, 67 % de celles qui déclarent une part du chiffre d'affaires de l'exploitation due aux activités non agricoles emploient des salariés. La présence de chevaux sur l'exploitation entraîne souvent la présence d'une main d'œuvre salariée. C'est le cas pour 51 % des exploitations possédant au moins un cheval.

### Les "autres actifs familiaux" disparaissent trois fois plus vite que l'ensemble de la population agricole

Evolution de la population dans les exploitations agricoles professionnelles des Pays de la Loire en fonction de leur statut



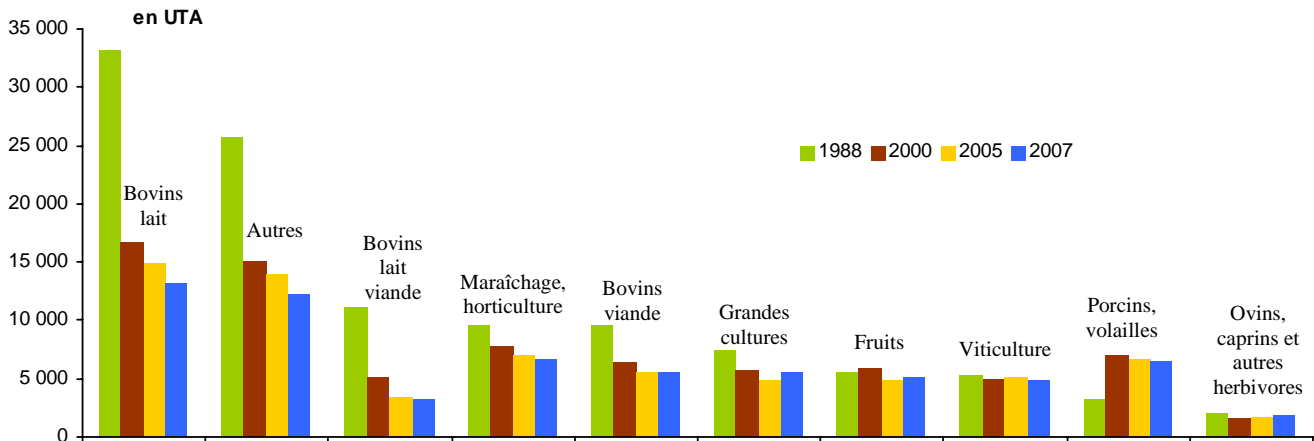
Source : Agreste - enquête Structure 2007

### Les salariés permanents, un phénomène concentré

Les salariés permanents sont au nombre de 14 000 en 2007 et apportent à l'agriculture régionale une main d'œuvre de 12 000 UTA. Elle est stable sur les vingt dernières années et voit sa part relative croître

## Les élevages de gros herbivores sont le siège d'une importante restructuration du travail

Répartition et évolution de la main d'œuvre dans les exploitations agricoles professionnelles des Pays de la Loire



Source : Agreste - enquête Structure 2007

tre de 8 points à 18,6 % de la main d'œuvre régionale.

Le salariat permanent est peu répandu. Il se concentre dans 4 700 exploitations, soit 17 % des exploitations de la région. Il est surtout l'apanage du secteur des cultures spécialisées que sont les fruits et autres cultures permanentes, l'horticulture et la viticulture. En effet, un peu plus de la moitié de ces exploitations emploient 7 600 salariés. La moyenne de salariés par exploitation en ayant est de 9 en horticulture, 7 en fruits et cultures permanentes. Elle est plus modeste en viticulture avec 2 salariés. Ces secteurs comprennent de très grosses structures : près de 2 000 salariés permanents sont employés dans des établissements comptant plus de 50 salariés. A l'opposé, les exploitations tournées vers les bovins (lait, viande et mixte) emploient très rarement un salarié. Seulement 8 % d'entre elles ont en moyenne un seul salarié. Les sala-

riés permanents sont principalement employés dans des formes sociétaires : 78 % des salariés travaillent dans une société de type EARL, SCEA ou SA.

### Un effectif important de saisonniers

Le nombre d'exploitations faisant appel à la main d'œuvre saisonnière s'élève à 9 760, pour une quantité de travail de 7 300 UTA. Près de 70 % des UTA saisonnières sont utilisées dans les secteurs de l'horticulture (24 %), des fruits et autres cultures permanentes (32 %) et de la viticulture (14 %). Relevons que dans une exploitation sur deux (5 170) l'embauche ne concerne qu'une ou deux personnes seulement et que la durée moyenne est alors de 15 jours de travail. Ces exploitations sont nombreuses à appartenir aux secteurs des bovins lait, des polycultures polyélevages et des bovins viandes.

### Les salariés familiaux sont majoritairement des femmes

Le statut d'actif salarié s'est surtout développé dans les années quatre-vingt-dix. En 1988, ils étaient moins de 1 000 actifs et se concentraient dans des structures sociétaires à caractère commercial (SA, SARL...). En 2000, ils atteignent 2300, un chiffre quasi stable jusqu'en 2007. Le développement des EARL explique pour partie celui des actifs familiaux salariés : 39,5 % des effectifs exercent leur activité dans cette forme sociétaire. L'autre facteur explicatif est le changement de statut des femmes. Alors qu'en 1988, les hommes constituaient 75,6 % des salariés, le statut se féminise au fil des ans. Elles sont désormais majoritaires avec 57,3 % en 2007 ■

### Définitions

**Les actifs agricoles** regroupent toutes les personnes qui travaillent sur l'exploitation agricole

**Le chef d'exploitation ou le premier coexploitant** est le gérant de l'exploitation ou le plus jeune des coexploitants dans le cas d'un Gaec.

**Les coexploitants** sont les personnes associées au chef d'exploitation dans la conduite et la gestion de l'exploitation dont le statut est nécessairement une société. Ils prennent part aux travaux agricoles.

**Les actifs familiaux** rassemblent les chefs d'exploitation, les coexploitants et les membres de leur famille prenant part aux travaux agricoles.

**Les salariés permanents** effectuent un travail régulier tout au long de l'année sur l'exploitation agricole.

**Les salariés saisonniers** travaillent sur l'exploitation à des tâches spécifiques au cours de la campagne. Leur intervention est temporaire.

**L'unité de travail annuel (UTA)** équivaut à la quantité de travail fourni par un actif occupé à plein temps pendant une année.

**Le groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC)** est une société civile particulière qui permet l'association de plusieurs coexploitants travaillant à temps complet sur l'exploitation.

**L'exploitation agricole à responsabilité limitée (EARL)** est une société dont les associés ne sont pas nécessairement tous des actifs agricoles de l'exploitation. Un coexploitant peut être salarié de l'exploitation.

**La société civile d'exploitation agricole (SCEA)** est une société dont les associés ne sont pas nécessairement tous des actifs agricoles de l'exploitation. Elle permet de faire coexister, dans une certaine mesure, une activité commerciale ou industrielle à côté de l'activité agricole.